

CONSEIL DE PRUD'HOMMES  
DE CHALON SUR SAONE

1 B. Rue de Bourgogne  
71331 Chalon sur Saône

Do 99 060-00043  
Mise à la retraite d'office d'on  
REPUBLICQUE FRANCAISE ayant de conclure.  
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS OUI

RG N° F 99/00060

JUGEMENT

SECTION Commerce

Audience du : 25 Janvier 2000

AFFAIRE  
Bernard BELIN  
contre  
S.N.C.F.

Monsieur Bernard BELIN

8 Route de Saint Désert

71640 JAMBLES

Assisté de Monsieur Jean Jacques AGUILERA (Délégué syndical  
ouvrier)

DEMANDEUR

MINUTE N° 00/00009

S.N.C.F.

2 RUE DE LA GARE

UP TRACTION

71100 CHALON SUR SAONE

Représenté par Me Jacques MENAND (Avocat au barreau de  
CHALON SUR SAONE)

Monsieur GRANDVOYNET (Chef unité traction) - Monsieur  
CHATELLIER (Chef unité production)

DEFENDEUR

JUGEMENT DU  
25 Janvier 2000

Qualification :  
Contradictoire  
premier ressort

Notification le : 27 JAN. 2000

Date de la réception

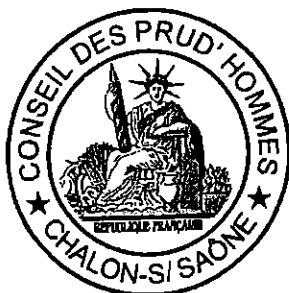
par le demandeur :

par le défendeur :

Expédition revêtue de  
la formule exécutoire  
délivrée

le :

à :



- Composition du bureau de jugement lors des débats et du délibéré

Madame Yvette MOUCHET, Président Conseiller (S)

Monsieur Yves RICHARD, Assesseur Conseiller (S)

Madame Jeanne SURDEL, Assesseur Conseiller (E)

Monsieur Daniel LARMONIER, Assesseur Conseiller (E)

Assistés lors des débats de Madame Marie-Christine FEVRE, Greffier

PROCEDURE

- Date de la réception de la demande : 18 Février 1999

- Bureau de Conciliation du 11 Mars 1999

- Convocations envoyées le 24 Février 1999

- Renvoi BJ avec délai de communication de pièces

- Débats à l'audience de Jugement du 17 Novembre 1999

- Prononcé de la décision fixé à la date du 25 Janvier 2000

## LES FAITS

Monsieur BELIN est entré à la SNCF, le 27 AVRIL 1970. Deux mois après, il était titulaire.

Monsieur BELIN a donc été mis à la retraite d'office à compter du 27 DECEMBRE 1998. En effet, il remplissait à cette date les deux conditions puisqu'il faisait partie des « roulants », il lui fallait avoir plus de 25 ans d'activité.

Monsieur BELIN a saisi le Conseil de Prud'hommes de CHALON SUR SAONE le 18 FEVRIER 1999, prétendant qu'il ne pouvait pas partir à la retraite et que son départ devait s'analyser comme un licenciement abusif.

De ce fait, il formule deux demandes :

- Rappel de salaire jusqu'à la date de sa mise à la retraite à taux plein..... 408 000,00 F.
- Indemnité pour licenciement sans cause réelle et sérieuse..... 50 000,00 F.
- Article 700 du N.C.P.C..... 4 000,00 F.

Pour l'audience de jugement, les demandes de Monsieur BELIN ont été modifiées ainsi que suit :

- Dommages et intérêts pour licenciement abusif..... 180 000,00 F.
- Article 700 du N.C.P.C..... 3 500,00 F.
- Entendre condamner l'employeur aux entiers dépens
- Ordonner l'exécution provisoire de la décision

## MOTIVATION DE LA DECISION

Attendu que Monsieur BELIN est entré à la SNCF le 27 AVRIL 1970.

Attendu qu'il a fait lui-même sa demande de mise à la retraite par un courrier du 27 SEPTEMBRE 1998 (Lettre au dossier).

Attendu que la SNCF a prononcé le départ à la retraite de Monsieur BELIN ; que celui-ci remplissait les deux conditions : avoir 50 ans et 25 ans d'ancienneté.

Attendu que la SNCF était dans son bon droit, puisque le départ en retraite est statutaire, donc propre à la SNCF.

Attendu que la SNCF ne dépend d'aucun autre accord ou convention collective.

Attendu que la SNCF fournit au dossier une jurisprudence constante constituée de décisions d'autres Conseils de Prud'hommes qui vont toutes dans le même sens.

Attendu que la Cour de Cassation a ainsi admis, sans aucune ambiguïté, la possibilité pour la SNCF de mettre à la retraite ses agents dès lors qu'ils ont acquis 25 années de service et qu'ils ont atteint l'âge de 55 ans pour le personnel sédentaire ou celui de 50 ans pour le personnel « roulants ».

Attendu que Monsieur BELIN relevait en l'espèce de la seconde catégorie dite « roulants ».

Attendu qu'en l'espèce, la demande de Monsieur BELIN est mal fondée et irrecevable.

#### PAR CES MOTIFS

Le Conseil statuant publiquement, contradictoirement et en PREMIER RESSORT, après en avoir délibéré conformément à la loi.

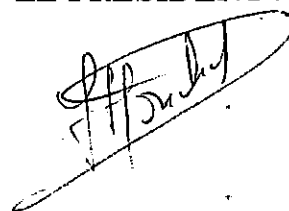
DEBOUTE Monsieur BELIN de toutes ses demandes et le condamne aux dépens s'il y en a.

Et le présent jugement a été signé par le Président et le Greffier.

LE GREFFIER :



LE PRESIDENT :



Pour copie certifiée conforme

POUR LE GREFFIER

